



PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le

**13 AVR. 2017**

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

## **ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-  
Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment son article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2015 régissant le fonctionnement des activités de la société SERDEX dans son établissement situé 23, rue du Beaujolais à SAINT-PRIEST ;

VU le rapport du 20 mars 2017 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 24 mars 2017 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'une société voisine de la société SERDEX s'est plainte de nuisances occasionnées par des émissions de poussières, et que cette plainte a fait l'objet d'une expertise judiciaire ordonnée par le tribunal de grande instance de Lyon ;

CONSIDÉRANT qu'une visite sur les lieux le 16 mars 2017, a permis à l'inspection des installations classées de constater un net dépassement de la quantité de déchets de bois prévue par l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2015 susvisé ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que, malgré les mesures mises en œuvre par la société SERDEX, il apparaît que la situation de l'entreprise reste irrégulière au regard de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2015 précité, et qu'il convient que cette dernière accentue ses actions pour revenir à des conditions d'exploitation de ses stockages de déchets de bois conformes ;

CONSIDÉRANT, en outre, que l'exploitation de l'installation en cause dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :**

La société SERDEX, 23, rue du Beaujolais à SAINT-PRIEST, est mise en demeure de diminuer, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les quantités de déchets de bois stockés afin de se conformer aux dispositions des articles 1-2-1 et 8-2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2015 précité qui fixent les quantités maximales de déchets de bois présentes sur le site.

**ARTICLE 2 :**

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :**

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :**

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-PRIEST,
- à l'exploitant.

Lyon, le **13 AVR. 2017**

Le Préfet,

Sous-préfet, chargé de mission

Michel CHEVRIER